

FACE AU RENONCEMENT DE LA DROITE

François Hollande propose le redressement du pays, de l'industrie et des emplois



François Hollande en déplacement dans l'usine Alstom au Creusot (Saône-et-Loire)



N° 635
DU 10 AU 16 DÉCEMBRE 2011

1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél.: 01 45 56 77 52 - Fax: 01 47 05 27 70
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION • David Assouline
• RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat

• JOURNALISTE RÉDACTRICE
Charlotte Collonge (76 58) • PHOTO
Mathieu Delmestre •

MAQUETTE Florent Chagnon (79 44)
• FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94)
Saint-Mandé

• N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223
• ISSN 127786772

"L'hebdo des socialistes" est édité par
Solfé Communications, tiré
à 25 500 exemplaires

L'AGENDA

16 décembre

► Rencontre

Déplacement de François
Hollande à Rome

17 décembre

► Tous sur le pont

La caravane du MJS fait
escale à Toulon

17 décembre

► Opération

Ouverture de mairies
socialistes pour
promouvoir l'inscription
sur les listes électorales



L'info en continu

Benoît Hamon, Bruno Le Roux,
1/12/11

Souveraineté

« Applaudi par un parterre de spectateurs triés sur le volet et acquis à l'UMP à chacune de ses attaques contre la gauche et le projet politique porté par François Hollande, Nicolas Sarkozy a rendu une traditionnelle copie auto satisfait sur son rôle dans la crise. Derrière un discours qui convoque les grands principes, exalte la nécessité de la coopération, le courage ou la responsabilité, Nicolas Sarkozy a justifié l'abandon d'un pan fondamental de la souveraineté de la France. Désormais il milite derrière Angela Merkel pour un durcissement des règles budgétaires européennes. Il cède aux injonctions de Berlin en faveur d'un nouveau traité européen et de l'adoption de la règle d'or budgétaire avant les élections présidentielles sur le modèle de la constitution allemande. »

Jean-Marc Ayrault, 6/12/11

Suivisme

« Ce couple franco-allemand est devant une responsabilité historique. Dans ce tête-à-tête, la France devrait aujourd'hui infléchir la position des conservateurs allemands. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé à Paris. Madame Merkel refusait l'évolution du rôle de la BCE, elle l'a obtenue. Elle ne voulait pas des eurobonds, Nicolas Sarkozy explique désormais que ce n'est pas une solution. La chancelière allemande voulait un nouveau traité budgétaire, il sera présenté en mars. Elle plaide pour des

Un droit de vote local pour tous

Lorsqu'ils vivent et travaillent en France depuis des années, parce que leurs enfants grandissent avec les nôtres, parce qu'ils participent activement à la vie de la cité, les étrangers en situation régulière doivent enfin prendre part aux élections locales, en détenant le droit de vote.

Notre République n'a pas achevé la construction de la démocratie en France. C'est le long chemin vers le suffrage universel, marqué par des avancées historiques, le vote des femmes, la majorité électorale à 18 ans, et complété par les acquis de la démocratie sociale. Cette quête doit se poursuivre. Les deux tiers des Français sont désormais favorables au vote des étrangers lors des élections locales. C'est un évident progrès de notre conscience collective. Mais ce sont des principes qui doivent nous guider dans ce grand débat, et non des sondages.

L'égalité réelle que nous voulons, emprunte la voie du progrès social et de la lutte contre les inégalités qui se sont gravement creusées pendant cette décennie de droite au pouvoir. Mais des droits politiques sont encore à écrire. La citoyenneté demeure l'une des plus fortes expressions de la « société des égaux ». L'égalité s'exprime là, comme le dit justement Pierre Rosanvallon, « sur le mode d'une inclusion, d'une participation ». Un homme ou une femme, une voix.

Je sais, comme chacun, que, dans notre tradition constitutionnelle et notre histoire, la citoyenneté s'est voulue fondée sur la nationalité. Pourtant, rien n'indique qu'une lecture étroite de ce principe soit dans les gènes de la République. En ouvrant le droit de vote aux élections locales aux autres européens, tout en conservant la règle de nationalité française pour les élections nationales car ce sont les Français qui doivent élire ceux qui sont amenés à faire les lois de la France, nous avons démontré la

capacité d'une marche en avant. Mais surtout le pacte républicain se doit de réussir l'intégration. C'est un héritage que même le gouvernement d'aujourd'hui revendique pour donner meilleure figure à sa sombre politique d'immigration. Or, l'on ne peut plus longtemps verser des larmes de crocodiles devant les difficultés de l'intégration, et dans le même instant, refuser d'examiner la forme avancée d'intégration politique qu'offre le vote aux élections locales. Si la France veut redevenir un modèle dans ce domaine, elle doit regarder hors de ses frontières pour vérifier que d'autres pays, en Europe et au-delà, confrontés aux immigrations successives, réagissent différemment et parfois avec plus d'efficacité et d'humanité. C'est affaire de reconnaissance et de dignité.

La démocratie sociale est heureusement en avance sur les droits politiques : un salarié étranger peut devenir délégué du personnel ou membre d'un comité d'entreprise, et électeur aux prud'hommes, nul ne s'en offusque. Et plus de 10 pays européens appliquent le droit de vote aux étrangers non communautaires, comme l'Irlande depuis 1963, le Danemark depuis 1975, les Pays-Bas depuis 1983...

Je connais les obstacles qui attendent cette grande réforme, je respecte les objections, j'admets moins les hypocrisies. La question de la réciprocité des droits dans les États d'origine est légitime. Convenons qu'il était aisé de l'obtenir des pays membres de l'Union européenne. Faudra-t-il attendre que la planète soit harmonieusement démocratique et libérée des dictatures, pour qu'ici, l'on consente à reconnaître ce droit ?

J'entends aussi invoquer le risque d'un détournement communautariste. Sans aucune naïveté ni complaisance, je sais d'expérience que les communautarismes prospèrent

d'avantage quand l'égalité est bafouée, la capacité à s'intégrer déniée, et qu'au fond, une part de la cité se mure à sa propre périphérie.

Faut-il engager cette réforme aujourd'hui? Clairement oui, car par temps de grande crise économique et sociale, la cohésion et la citoyenneté locales sont des réponses et des remparts face aux populismes, d'où qu'ils viennent. La société française est réceptive à une telle avancée, je la crois prête à l'accepter.

Il faut la déroutante capacité de retournement de l'actuel président de la République, qui s'y est dit favorable à plusieurs reprises et encore en 2008, pour en faire désormais l'un des instruments destinés à encourager les peurs collectives, et d'abord la peur de l'autre quand l'autre est étranger, dans les mois qui précèdent l'élection de 2012. Le cynisme - et même le mensonge quand il s'agit de prétendre que nous proposerions que les étrangers pourraient être maires alors qu'il s'agit de s'aligner sur le droit des étrangers communautaires qui l'exclut - s'érigent là en méthode de gouvernement. Les Français ne s'y trompent plus.

Pour la gauche française, majoritaire au Sénat et qui prépare l'alternance, c'est l'un des actes législatifs qui traduiront nos valeurs, et l'idée même que nous avons de l'égalité des droits dans la France du XXI^e siècle. Les socialistes voteront cette loi.

Pour moi-même qui ai, de longue date, défendu les progrès de la citoyenneté, c'est la poursuite d'un combat nécessaire et juste. Il ne nous exonère pas de repenser et de refonder par ailleurs nos politiques de l'immigration et de la nationalité. Mais il est le signe que dans ce domaine, comme pour tant d'autres, le temps du changement est venu.



Les socialistes à l'offensive

À l'Assemblée nationale

L'histoire de la construction européenne et celle du couple franco-allemand sont riches des actions des socialistes en leur faveur. Le discours que François Hollande a été invité à prononcer devant le congrès du SPD (lire p.3) en est une nouvelle preuve. C'est pourquoi l'accusation lancée par Alain Juppé contre les socialistes et leur pseudo « germanophobie » a provoqué la colère des députés socialistes.

« Pour qu'elle marche, la relation entre la France et l'Allemagne doit être un partenariat entre égaux qui repose sur le respect et la franchise, a rappelé Jean-Marc Ayrault, le redressement de l'Allemagne a été remarquable mais cela ne nous empêche pas d'exprimer les désaccords que nous avons avec son gouvernement conservateur sur les solutions qu'il préconise pour sortir de la crise. La fédéralisation de l'austérité n'est pas le bon le remède. »

Au Sénat

La gauche imprime sa marque au Sénat. En effet, jeudi dernier, la

haute assemblée examinait une proposition de loi autorisant les étrangers hors Union européenne à voter aux élections locales. Cette proposition de loi faisait partie des 101 propositions du programme de François Mitterrand en 1981, elle n'avait jamais pu être appliquée en raison de l'opposition farouche du Sénat à droite. De même le sujet était revenu à l'ordre du jour sous le gouvernement de Lionel Jospin mais encore une fois, la proposition adoptée par l'Assemblée nationale n'avait pas passé le barrage des Sénateurs. Le texte prévoit d'accorder le droit de vote aux élections municipales aux étrangers non communautaires et leur éligibilité comme conseiller municipal. 61% des Français approuvent cette proposition de loi.

Au Parlement européen

Le Parlement européen a voté le 1^{er} décembre le budget pour l'année 2012. « Ce budget 2012 est finalement le budget du Conseil, auquel le Parlement européen a ajouté un petit "supplément d'âme", grâce à quelques priorités

obtenues... mais en crédits d'engagement seulement. Sur le papier, nous avons obtenu de sauvegarder nos priorités, et nos programmes-clés sont préservés. Mais l'hypocrisie du Conseil réside dans sa réticence à débloquer de "l'argent frais" pour les paiements, ce qui pose la question de la pérennité, sur le terrain, des programmes concernés », explique Estelle Grelier, membre de la commission du budget. « Face la crise et la récession que vivent les Européens, alors que les États ont des difficultés à se financer et multiplient les politiques d'austérité, nous avons besoin a minima d'un budget européen à la hauteur, capable de mener des politiques de relance. Il en va de l'emploi et de la croissance en Europe. Les discussions avec le Conseil sur le budget 2012 laissent craindre une bataille difficile pour le futur cadre financier pluriannuel, qui conditionnera la réalité de l'Europe sur le territoire de 2014 à 2020 », insiste l'eurodéputé.

L'info en continu

sanctions automatiques. Elles seront mises en place. Quel est aujourd'hui le poids de la France ? Pourquoi Nicolas Sarkozy est-il contraint de suivre madame Merkel sans obtenir de véritables contreparties ? »

Martine Aubry, 7/12/11

Promesses

« J'aurais été rassurée si le Premier ministre avait dit qu'il allait enfin faire en sorte de sortir de la crise en supprimant des cadeaux fiscaux qui n'ont pas été financés et qui expliquent une grande partie de nos déficits, et en aidant à la relance de la croissance et de l'emploi. C'est ce qu'attendent les Français. Après le premier plan de rigueur on nous avait dit qu'il n'y en aurait pas de second, chacun sait aujourd'hui que les promesses du président, du gouvernement, sont rarement tenues. »

Patrick Bloche, Marie-Pierre de la Gontrie, 7/12/11

Enquête illégale

« La Cour de cassation a confirmé aujourd'hui que le procureur de Nanterre, Philippe Courroye, a enfreint la loi sur la protection des sources des journalistes. Dans le cadre de l'affaire Woerth-Bettencourt, le procureur a en effet demandé aux services du ministère de l'Intérieur d'examiner les factures détaillées correspondant aux téléphones de trois journalistes du Monde, ce qui constitue une violation délibérée de la loi. Ces actes d'une exceptionnelle gravité, désormais reconnus témoignent des difficultés rencontrées par les journalistes pour exercer librement leur métier en France. »

COUPLE FRANCO-ALLEMAND

La campagne passe par Berlin

Alors que Nicolas Sarkozy recevait à Paris la chancelière Angela Merkel, François Hollande s'est rendu, le 5 décembre, à Berlin, au congrès du Parti social-démocrate allemand (SPD). Les liens qui unissent nos deux partis ne sont plus à démontrer, qu'il s'agisse de la relation d'amitié qui unissait François Mitterrand et Willy Brandt ou plus récemment Martine Aubry et Sigmar Gabriel. C'est donc assez naturellement que François Hollande a choisi l'Allemagne comme une de ses premières destinations internationales. Invité d'honneur du congrès du SPD, le candidat à l'élection présidentielle a présenté son ambition pour l'Europe, un projet qu'il souhaite mener conjointement avec l'Allemagne. « Nous avons à proposer ensemble l'alternative, a ainsi déclaré le candidat socialiste à l'élection présidentielle. Nous avons à changer le centre de gravité de l'Europe. Le ramener davantage vers la gauche. Comme candidat à la plus haute fonction de mon pays je veux affirmer devant vous, et à travers vous à tous les Allemands, la force que j'accorde au lien entre nos deux États. »

Alors que l'Europe connaît l'une des plus graves crises de son histoire, François Hollande a proposé une alternative à la politique de rigueur que le couple Merkel-Sarkozy compte faire subir à l'UE. « Parce que l'Europe ne peut se réduire à une organisation de l'austérité alors que le chômage progresse et que la récession menace, je propose un pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance » a annoncé François Hollande. Ce pacte comporte quatre points majeurs, une dotation plus importante du fonds européen de stabilité financière, un élargissement du rôle de prêteur de la Banque centrale européenne, l'introduction sans délai de la taxe sur les transactions financières et une mutualisation de la dette européenne par la mise en place d'euro-obligations. « Je veux rebâtir une alliance forte avec l'Allemagne, fruit d'un rapport entre partenaires égaux, a conclu François Hollande, pour porter une vision commune de la réponse à la crise et de l'avenir de l'Europe, face à un monde en mutation ».

PS 


**les Jeunes
Socialistes**
LE MOUVEMENT

**INSCRIVEZ-VOUS
SUR LES LISTES ÉLECTORALES
AVANT LE 31 DÉCEMBRE 2011**

**LE CHANGEMENT
EST À VOUS!**

lechangementestavous.fr